

**COMMENT PEUT-ON PENSER
LIBREMENT À L'OMBRE D'UNE
UNIVERSITÉ ?**



Beaucoup de ceux qui ont commenté les «événements de décembre 1986» ont voulu y saluer l'émergence d'une contestation nouvelle, certains croyant même y déceler les signes avant-coureurs d'une crise sociale plus générale. En réalité, ce que toute la classe politique, qui ne s'y est pas trompée, a pu saluer alors, c'était l'apparition d'une nouvelle force de conservation de la société qui visait à moderniser un mensonge maintenant vieux de deux siècles. Il ne s'agit donc pas de déplorer les limites de l'effervescence qu'a pu parfois engendrer, à son corps défendant, ce mouvement étudiant, mais de révéler quelles sont les idées dont il a été porteur pour les soumettre à la critique. La tâche de celle-ci consiste à clarifier, dans la pensée comme dans l'action pratique, «les éléments qui motivent l'aliénation propre de l'homme et qui recèlent en même temps en soi les conditions de sa suppression». Plus d'un siècle après l'expérience de 1848 et de la Commune, on ne peut ignorer la fonction pratique que remplit la démocratie comme pensée dans le monde existant, de même qu'on ne peut plus faire abstraction, après 1968, du rôle que jouent concrètement les étudiants relativement à cette fonction. «Les révoltes qui ont suivi 68 auront contraint l'ennemi à moderniser l'oppression et à rendre ainsi le monde encore plus invivable, la misère encore plus visible. Le vieux principe de 1789 revient alors au premier plan des préoccupations ennemies : combler le vide entre la classe dominante et les pauvres, qui s'est dangereusement creusé ces dernières années. C'est à quoi s'affaire une génération de réformistes aux ordres de l'État. Ils ne peuvent évidemment parler que le langage de l'État et prêcher le mensonge démocratique à la masse des pauvres.» (OS Cangaceiros n°2.) Depuis que ces lignes ont été coites, en novembre 1985, les événements n'ont fait que confirmer à quel point la cause de la Démocratie est devenue, en lieu et place de la religion, le terrain privilégié du réformisme, le terrain d'affrontements spectaculaires entre mensonges rivaux mais solidaires. Cette cause à laquelle les pauvres sont conviés à s'identifier constitue désormais le cheval de bataille de la bourgeoisie et des défenseurs de l'État pour les détourner de la question sociale. Partout dans le monde où des pauvres sans qualité se révoltent contre leur condition, s'en prennent concrètement à la misère, le réformisme doit faire de celle-ci une fatalité, de l'aggravation de l'oppression sociale un problème politique. Son but est d'imposer l'État comme la réponse à cette fatalité ;

autrement dit, que les aspirations sociales des pauvres aillent chercher leur réalisation dans l'État. Hors l'État, point de salut ! On l'avait déjà vu au Brésil en 1983-1984, où l'agitation généralisée des pauvres dans tous les secteurs de la vie sociale avait été détournée in extremis dans la campagne nationale pour «les élections directes maintenant», suivie du rétablissement en grande pompe de la démocratie. On l'a vu encore en 1986 avec les sketches organisés en sous-main par les Américains à Haïti et aux Philippines. Dans tous ces pays, l'insubordination sociale n'a pas disparu pour autant : mais le spectacle démocratique aura permis opportunément de canaliser le plus gros de l'agitation. Avec le mensonge démocratique, la falsification des aspirations des pauvres aboutit à conserver incritiqué le principe de l'État. C'est encore en France, patrie des droits de l'homme et du citoyen, que l'ennemi travaille avec le plus d'ardeur au rajeunissement de ce mensonge, avec la racaille socialiste du temps où elle était au pouvoir et plus récemment avec le mouvement étudiant ; et nul n'était mieux qualifié pour cette tâche que cette catégorie de la population destinée à former le futur encadrement des pauvres.

En décembre 1986, les étudiants ont pris l'initiative et l'ont conservée, dans la rue et dans la pensée. Ils ont parachevé le processus de pacification sociale effectué ces dernières années, en occupant massivement les rues au nom de la paix civile. Il y a donc au moins un élément nouveau par rapport à 68 : aujourd'hui les étudiants n'ont plus de prétention à remettre en cause la société, et c'est tant mieux car cela ne pouvait être chez eux que de la prétention. Mais ils n'ont aucunement abdiqué la prétention à jouer un rôle dans la société, en face de l'État. Depuis vingt ans, on ne pouvait ignorer ce que sont les étudiants. On ne pouvait manquer de le rappeler, tout simplement. Pourtant, même les éléments par nature les plus hostiles au milieu étudiant se sont montrés incapables de dénoncer en cette occasion leur rôle grandissant dans la société existante. Il est donc faux de dire que la critique des étudiants a été achevée en 68. Les étudiants ont été insuffisamment critiqués, puisqu'ils peuvent encore jouer leur rôle et faire illusion. Ce rôle n'a pas été critiqué alors qu'il ne s'était jamais manifesté avec autant d'évidence. On savait que les étudiants constituent le milieu propice à toutes les illusions : le pire est quand ils parviennent à les diffuser autour d'eux, à les imposer

dans la rue comme le 10 décembre 1986. Il fallait critiquer les étudiants parce qu'ils constituent l'élément social dont se nourrit l'esprit politique. Personne, à de rares exceptions dont les «Lascars du LEP électronique», n'a été capable de le faire. Le mouvement étudiant pouvait se proclamer indépendant de toute appartenance politique particulière parce qu'il effectuait un retour à ce que la politique a de plus pur, l'esprit civique. Avec le mouvement de décembre 1986, l'essence de la politique a rejoint son concept.

Dans les nations riches, où l'existence des gens est toujours plus ou moins hantée par des rêves de promotion sociale, l'enseignement occupe une place énorme, qui va sans cesse en grossissant (l'ex-ministre Fabius ne faisait-il pas l'éloge du Japon parce que 95 % des travailleurs y sont bacheliers ?). Il fait miroiter l'accès possible aux places les meilleures : combien de fils d'ouvriers, et maintenant d'immigrés, qui espèrent se sortir de leur condition originelle grâce à des études couronnées de diplômes ?! Mais à défaut de conduire réellement l'ensemble des étudiants vers de bonnes places, l'université permet à tous ces jeunes de subsister en sursis ; à eux qui sont issus des milieux les plus défavorisés, elle permet de repousser au loin la pesante réalité du travail mal payé, du chômage, voire de la prison. L'Italie de 1977 en était un exemple («Les jeunes Italiens allaient à l'université comme leurs homologues portugais allaient avant 1974 à l'armée», les Fossoyeurs du Vieux Monde n°3) ; qu'on se souvienne aussi de tous ces «boursiers» dans l'université française en 1968 et après. L'enseignement démocratique est ainsi un lieu de passage indifférencié où se côtoient des gens d'origines diverses et qui eux-mêmes ne seront pas tous appelés à tenir les mêmes rangs dans la hiérarchie sociale (en particulier, beaucoup s'en vont après un an ou deux d'études et deviennent des travailleurs comme les autres). C'est donc un lieu qui se veut abstrait des oppositions de la société réelle. En somme, l'enseignement universitaire réalise le principe d'égalité dont se réclame la démocratie ; il le réalise abstraitement. N'importe qui, dans l'idée, doit pouvoir accéder à cet enseignement. Sortis de là, les étudiants iront occuper pour la plupart les places médiocres, celles du travail intellectuel salarié, appauvri. Ils iront par exemple bosser dans la néo-culture.

Le courant radical de 68 avait prononcé une condamnation sans appel de l'université («Profes, tous nous faites vieillir»). À l'opposé, le mouvement

de décembre 1986 entendait bien ne pas contester cette institution décrépite. Les rêves de promotion des étudiants s'étaient vus subitement compromis par l'exigence du gouvernement Chirac de rationaliser l'enseignement, de rendre l'université rentable —en somme, de la traiter comme une vulgaire entreprise industrielle. L'idéal démocratique qui avait dans l'université son terrain d'élection était ainsi remis en cause. Le mouvement de décembre réagissait à une tendance qui s'affirmait ouvertement depuis le retour au pouvoir de la bourgeoisie libérale. Partie d'un refus de la sélection dans l'université, la contestation étudiante est parvenue ensuite à engager dans une partie de la société un débat sur la légitimité d'autres projets de loi gouvernementaux, au nom d'une conception élargie de la Démocratie. Ce que les étudiants entendaient dès lors abroger n'était plus simplement une loi particulière, telle que le projet Devaquet, mais l'esprit trop peu démocratique qu'il incarnait à leurs yeux, pour y substituer leurs propres idéaux.

Les étudiants sont le secteur idéaliste de la société moderne. Frustrés depuis le 16 mars, ils étaient à la recherche d'un projet de société à opposer au «libéralisme». L'arrivée de la droite au gouvernement avait en effet marqué le retour en force du principe policier comme complément d'un retour sans fard aux règles brutales du marché. Ce choix entraînait évidemment l'abandon d'un projet de société «généreux», dont les socialistes s'étaient faits les hérauts, au profit d'une politique libérale sans frein. Il revenait aux nouveaux gestionnaires de cette politique d'imposer ouvertement ce que la gauche masquait sous le fatras du discours œcuménique. À l'énoncé du réalisme marchand, «la concurrence est au cœur du monde», qui voulait renforcer la sélection à l'université pour la rendre plus compétitive, les étudiants ont opposé l'idéologie démocrate. «On ne veut pas de sélection par le fric», disaient-ils en décembre : «la sélection ne doit pas se faire au début mais à la fin» (la droite voulait introduire la hiérarchie sociale dès l'entrée à l'université, les étudiants voulaient seulement la repousser à la sortie).

Les jeunes qui font déjà l'expérience de l'usine dans les LEP ont réalisé quel est l'avenir que leur offre la société hiérarchique. Le projet de réforme ne changeait rien pour eux. A l'opposé, les étudiants luttèrent pour l'intégration. Ils exprimaient une réaction de nature religieuse face à une réalité sociale chaque jour plus crue et sans pitié. Ils réagissaient en

fait à la menace latente de désintégration de la société. Alors qu'il n'y a jamais eu autant d'exclus dans la société, depuis longtemps, et que cela pose avec acuité la question sociale, les étudiants veulent résoudre cet état de fait comme un problème de morale politique (après tout, l'égalité des chances dans l'enseignement était prévue dans la Constitution de 1792). Toute tentative de modifier le régime de l'enseignement en France provoque des protestations, parce qu'on touche là à l'un des principaux axes d'intégration à la société — à cette partie qui se trouve précisément entre l'État et le reste de la population, cette partie de la société qui a des prétentions à remplir un rôle. L'université, c'est la prétention au savoir universel, la prétention à avoir des idées pour le reste de la société. C'est là que s'élabore ce qui tient lieu de pensée dominante. Comment se fait-il que la plupart des éléments radicaux qui ne ratent pas une occasion, dans leurs écrits, d'insulter les universitaires pour leur creuse prétention au savoir, aient raté l'occasion, en décembre, de dénoncer leurs élèves, pour leurs prétentions plus générales ? Le rôle des étudiants est bien d'avoir la parole dans la société existante, et chaque fois qu'ils la prennent cela suscite aussitôt l'intérêt empressé et unanime des médias et des partis politiques. Parce qu'ils ont le monopole de la contestation admise et reconnue, les étudiants interdisent aux pauvres de prendre l'initiative dans la pensée et c'est bien à ce titre que nous avons toujours insulté leurs professeurs ! Remarquons l'origine éminemment religieuse de l'institution universitaire : on y enseignait d'abord la théologie (l'Université de Paris était d'ailleurs considérée au Moyen Âge comme la plus grande). Mais il arrivait quand même que certains de ses élèves deviennent des hérétiques : au contraire, l'université moderne voit tous les étudiants communier fidèlement dans le credo démocratique. Le discours du mouvement étudiant se voulait égalitaire (égalité dans l'enseignement) pour réclamer l'intégration à une société hiérarchique dont le principe n'était aucunement remis en cause. On mesure là toute l'impudence de ces gens («Notre mouvement se fait un point d'honneur de ne pas mettre en cause le système socio-économique», déclarait noblement un porte-parole étudiant en décembre). Il n'est pas étonnant que la seule critique faite en décembre de leurs revendications soit venue de gens qui sont appelés à tenir les rangs inférieurs de la société et ne peuvent qu'en espérer la désintégration. Mais après la mort de Malik

Oussekiné, le mouvement étudiant a trouvé sa véritable vocation, en se mobilisant autour des principes démocratiques («On n'est pas au Chili»). Les étudiants se sont toujours considérés comme les gardiens privilégiés et vigilants de la démocratie, du moins de l'idée abstraite qu'ils s'en font : en dernière issue, ils sont les gardiens de l'État, parce que la plupart d'entre eux constitueront plus tard, par leurs fonctions, la courroie de transmission nécessaire entre cet appareil et le reste des gens. Qui d'autre qu'eux pour porter, bien haut, le flambeau de l'esprit démocratique ?

Il est stupéfiant de voir des éléments prétendument radicaux s'être félicités de ce que le gouvernement ait «cédé» en retirant ses projets sur le Code de la nationalité et les prisons privées, qui sont relatifs à des conceptions divergentes du rapport de l'État à la société. Sans doute, dans les pays bureaucratiques, la moindre contestation d'une loi particulière peut remettre en cause l'essence du pouvoir. C'est justement leur faiblesse intrinsèque. Dans les pays démocratiques, le pouvoir est par définition ouvert au dialogue avec les représentants de la société. Les étudiants voulaient justement élargir ce dialogue entre l'État et la société, et y faire participer tout le monde. Le retrait de ces projets de loi se situe à l'intérieur de cette sphère de la démocratie. Au point où en est rendue la condition des immigrés comme celle des taulards, les uns comme les autres savent bien que la question n'est pas là. Les racistes font exactement ce qu'ils veulent dans ce pays, et les prisons ne cessent de se remplir chaque jour davantage. La vraie question est plutôt que ce faux débat vise en finale à rajeunir l'idée de nation, que la révolte des jeunes immigrés en 1980-81 avait pratiquement remis en cause —à vrai dire, cette besogne de récupération avait déjà commencé avec la marche de décembre 1983, amplifiée ensuite par des rackets mieux organisés à chaque mois de décembre. Il vise aussi à moderniser l'institution de la prison, que la révolte des taulards en 1985 avait au contraire attaqué de front. Il s'agit donc d'une vaste opération visant à couper l'herbe sous les pieds à toute critique sociale de l'État.

Le spectacle répugnant (pacifisme, jets de fleurs sur les CRS, respect ostensible du fonctionnement de l'université, sens du réalisme et du sérieux, rattrapage des cours, grève à la japonaise, etc.) qu'ils ont livré n'a d'égal que les kermesses démocratiques de SOS-Racisme. Tous deux, qui se sont rejoints dans la manif du 10 décembre, procèdent du même

esprit : le civisme (ne les voit-on pas, depuis, s'inscrire massivement et en grande pompe sur les listes électorales, et inciter le reste de la jeunesse à en faire autant ?!). La réussite du mouvement étudiant ne tient pas tant au retrait de quelques projets de loi, finalement, qu'au fait qu'il ait pu s'imposer comme une force reconnue et acceptée sous la forme d'un groupe de pression apolitique dilué dans la société. Il constitue un aspect moderne du parti de la paix sociale au même titre que le racket antiraciste dont c'est en grande partie la même clientèle. Les étudiants sont finalement porteurs d'une certaine conception de la société civile et de ses rapports avec la sphère politique. Loin de s'attaquer au principe de l'État, ils protestaient seulement contre les limitations apportées par le régime «libéral» à la réalisation de l'État démocratique.

Une société fondée sur l'exploitation et la séparation ne peut atteindre de cohésion intérieure qu'au moyen d'un mensonge à prétention universelle. La bourgeoisie libérale actuellement au pouvoir n'a aucun projet à avancer qui pourrait entraîner l'adhésion de tous et assurer la cohésion sociale. Elle gouverne en s'appuyant sur les valeurs traditionnelles nécessaires à la bonne marche des affaires et ne reconnaît de droit qu'aux seules catégories sociales déjà acquises au principe marchand qui se trouve au centre de sa stratégie. Elle ne connaît que les affaires et ne prétend à rien d'autre qu'à défendre le principe de la société civile sans aucune restriction. Le gouvernement actuel ne s'appuyant que sur une partie de la société, il doit donc aussi s'appuyer sur une police forte. Les socialistes avaient eux le souci des apparences : ils avaient fait de la réalisation de l'État démocratique un point central de leur programme. D'où l'importance qu'ils accordaient à la culture spectacle de la communication à prétention universelle. Les socialistes prétendaient avoir «la raison du cœur», tandis que la droite dit froidement : «Les affaires, il n'y a que ça de vrai !» «La droite a eu le grand tort de rallumer la guerre sociale», disait le culturel Lang à la télé, au début de la grève des cheminots : c'est-à-dire de libérer entièrement les forces du marché, de conforter les avantages des classes moyennes, de dégager les appétits de la classe bourgeoise de toute limitation, ce qui se fait nécessairement contre le reste de la société, les travailleurs, les chômeurs et avec eux tous les pauvres en voie d'exclusion. En réalité, elle n'a bien sûr fait que poursuivre ce que les socialistes avaient commencé, et ce n'est pas le moins écœurant ni

le moins significatif de voir ces derniers s'être refaits discrètement une jouvence politique dans le mouvement étudiant. Alors que des ouvriers, en différentes villes du pays, avaient saccagé les locaux du PS en 1984-1985 (à Longwy, Saint-Nazaire, Nantes, Dunkerque, etc.), les étudiants eurent quant à eux «les sympathies du président» —sans parler de tous les délégués étudiants inscrits eux-mêmes au PS, comme cette morue d'Isabelle Thomas. Il va sans dire que ceux qui étaient affiliés à des sectes trotskystes ou au parti stalinien sont également des pourritures méprisables. Bref, les étudiants ont ressenti le risque d'explosion sociale qui commence à s'accumuler, et ils ont assumé pleinement leur rôle en rassemblant le maximum de gens autour de l'idéal démocratique. Leur mouvement s'est arrêté le 10 décembre après avoir fait le plein dans les têtes pour occuper un vide que nous allons quant à nous nous employer à approfondir.

L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE, C'EST DE LA MERDE

La démocratie n'est rien d'autre que la prétention de l'État à annexer la communication. L'État démocratique est à la communication ce que l'argent est à la richesse, un représentant universel abstrait. Avec la démocratie se trouve consacrée l'absence de la communication en tant qu'activité sociale de l'homme : la société est gagnée par l'intérêt privé, sous l'emprise effective de l'argent et de la marchandise qui deviennent le but de toute activité. La communication n'existe plus que sous la forme dégradée, vide de toute humanité, du débat d'intérêt, la politique. L'essence de l'homme a été confisquée par la marchandise, l'État a confisqué la conscience de l'homme. «L'état politique parfait est, d'après son essence, la vie générique de l'homme par opposition à sa vie matérielle. Toutes les suppositions de cette vie égoïste continuent à subsister dans la société civile en dehors de la sphère de l'État, mais comme propriété de la société bourgeoise», écrivit Marx dans la Question juive. La politique est alors le lieu où les aspirations contrariées de l'homme trouvent leur existence ineffective. La politique achèvera, pendant les deux derniers siècles, de dépouiller l'homme de son langage. L'État se chargera désormais de fournir une explication du monde aux individus, qui dès lors ne pourront plus se parler que par la médiation de son langage,

la politique. C'est bien pourquoi à notre époque la critique de la politique est la condition première de toute critique. Notons que les étudiants ont un rapport intellectuel avec l'État, tandis que la bourgeoisie et les classes moyennes ont un rapport immédiatement pratique. Les premiers jugent la légitimité de l'État selon son concept abstrait, les seconds selon son efficacité concrète à faire régner l'ordre. Dans tous les cas, la démocratie est la caution centrale d'une société sans esprit, fondée concrètement sur l'exploitation et l'oppression d'autrui. Le mensonge démocratique est là pour empêcher que la division existant dans cette société soit prononcée dans la pensée, publiquement. Il est là pour refouler la guerre sociale. Ceux qui se félicitent du fait que le principe de démocratie directe ait émergé parmi les étudiants en décembre, comme confirmation de sa présence sourde partout ailleurs sont encore prisonniers de la conception politique du dialogue. Le moment où les étudiants peuvent exercer la discussion librement entre eux est aussi celui où la possibilité en est anéantie dans la société. Quand les cheminots en grève essayaient de discuter librement de leur mouvement, ils ont subi aussitôt l'hostilité active des bureaucrates syndicaux. Les étudiants considéraient les syndicats comme leurs interlocuteurs dans le monde du travail. Les étudiants se battaient au nom de l'idéal démocratique. Peu après, les cheminots qui luttèrent tout simplement contre l'aggravation de leur condition et ont ainsi entravé la bonne marche du capitalisme français se sont vus quant à eux opposer une fin de non-recevoir sans ambiguïté. Ils n'ont certes pas eu droit aux éloges enthousiastes des médias, contrairement aux gentils étudiants de décembre 1986. Les grévistes de la SNCF récusèrent la fatalité de la prétendue crise. Ils ont eu à subir, outre les manœuvres syndicales de l'intérieur, les calomnies médiatiques, l'hostilité des classes moyennes, petits commerçants et autres cafards nuisibles (manifestations des gérants de stations de ski à Grenoble, provocation organisée par les militants RPR dans la gare Montparnasse, sans parler des attaques contre les grévistes de l'EDF courant janvier). Le mouvement étudiant défendait le principe sacré de la démocratie, les droits de l'homme. Les petits commerçants anti-grévistes en défendaient le principe profane, le droit de la propriété privée et du profit —le comble a été atteint quand ils ont osé crier, dans une de leurs manifestations, «Non à l'égoïsme !» contre les grévistes ! Eux, des boutiquiers ! On aura décidément tout

vu, tout subi dans ce pays de merde. Les étudiants agissaient selon un mensonge religieux : d'ailleurs, ces kermesses démocratiques évoquent bien ces Assemblées de Paix que l'Église organisait sur le parvis des cathédrales, dans les temps troublés qui précéderent les Croisades. De la même façon que les chrétiens avaient alors le sentiment de conclure un pacte collectif et solennel avec Dieu, garant d'un ordre plus juste, les étudiants ont eu le sentiment d'avoir conclu avec l'État un pacte tout aussi solennel au nom des idéaux démocratiques.

Le mouvement étudiant, en rajeunissant l'esprit civique a parachevé le reflux momentané des aspirations radicales de 68. C'est en cela que les étudiants ont pu se réclamer aussi ouvertement partisans de l'ordre établi. Dans les 70', la révolte des pauvres s'était manifestée comme désobéissance civile. Maintenant qu'elle est contrainte au repli, les étudiants peuvent bien exhiber sans honte l'image ravie de l'obéissance civile (il n'est d'ailleurs pas étonnant que ce soit en France, pays où la désobéissance civile est restée en deçà d'autres pays d'Europe, qu'ils ont pu à ce point la ramener). Leur apolitisme non seulement n'a aucune chance de «devenir critique de la politique» comme l'ont spéculé certains à Paris en décembre 1986, mais constitue au contraire le sauvetage de ce qu'il y a d'essentiel dans la politique. Le mouvement étudiant n'a fait que rappeler l'État démocratique à ses devoirs.

Dans ce mouvement, c'est finalement tout le poids mort de 68, toute la part non critiquée de cette époque et de ses limites qui sont revenus : mais aujourd'hui cette part est amenée à se manifester ouvertement contre l'esprit de révolte sociale de 68. Parce que les aspirations de 68 ont été refoulées dans la clandestinité sociale, les étudiants étaient enfin libres de couper joyeusement toute attache avec leurs prétentions d'alors, quand il leur fallait répondre à une lame de fond qui menaçait de tout balayer, y compris leur propre rôle. C'est pour empêcher que la séparation, qui existe de toute manière dans la société entre ceux qui y ont un avenir et ceux qui n'en ont aucun ne soit prononcée que les étudiants la ramènent en force avec l'esprit civique. La part la plus forte de 68 était justement que ce mouvement avait ouvert une époque de désobéissance sociale dans le monde entier, qui pourrait bien revenir à la surface un jour ou l'autre en France.

Quand ils évoquent le spectre de 68, les médias s'efforcent toujours

d'accréditer rétrospectivement le fait que cela aurait été un mouvement d'étudiants (les anciens chefaillons gauchistes reconvertis dans le mensonge journalistique en sont d'ailleurs spécialistes, on comprend pourquoi). Bien que 68 soit la référence la plus proche d'une tentative révolutionnaire en France, peu de gens arrivent à discerner clairement ce qui s'est alors passé. 68 a été transformé, et cela ne date pas d'hier, en souvenir-écran. Des jeunes qui seraient alors sûrement descendus dans la rue croient sincèrement que c'était un mouvement d'étudiants, bien qu'ils méprisent ceux-ci. Jadis, quand une révolte était vaincue, l'État faisait le nécessaire pour qu'on n'en parle plus et qu'on en oublie jusqu'au souvenir. À présent il ne peut s'agir d'effacer la mémoire, mais de la falsifier en donnant une forme parfaitement incohérente à ces événements passés. On va jusqu'à octroyer des émissions télévisées à d'anciens leaders officiels de 68, qui racontaient déjà n'importe quoi à l'époque, pour qu'ils continuent à le faire, cette fois sans être démentis par la réalité des événements immédiats. La nouvelle tentative révolutionnaire commencera là où s'est arrêté 68, en critiquant les obstacles alors insurmontés. Les cheminots grévistes ont depuis entamé une critique des syndicats, marquant effectivement un progrès énorme par rapport à 68, qui plus est dans ce qui était resté jusque-là une forteresse cégétiste.

On ne pouvait que se réjouir de ce que la kermesse démocratique du jeudi 4 décembre¹ ait été finalement gâchée par les incidents, dus à l'excitation de quelques centaines de jeunes gens, lycéens et LEP. Mais à aucun moment, contrairement aux fantasmes répandus par divers activistes parisiens, les étudiants n'ont perdu l'initiative. Surtout pas lors du rassemblement plus ou moins spontané du samedi 6 au soir, dans le quartier Latin, leur quartier. On a relevé que les étudiants ont fait ce soir-là la preuve de leur esprit civique en restant sur place pour limiter la casse, non tant par l'action de leur SO alors inexistant que par la pression morale. On notera ici plusieurs choses. D'abord, que le fait de se rendre dans un tel quartier, plutôt qu'aux Halles par exemple (malgré une tentative de notre part pour cela), montre bien en lui-même à quel point les choses étaient loin d'être claires dans la tête des gens, tant par

1 Grosse manifestation à Paris. Affrontements aux invalides...

rapport aux étudiants que par rapport aux clichés de 68. Par le simple fait que des pauvres voulant manifester leur colère contre la police soient venus le faire dans ce quartier, dont les étudiants estimaient avoir la responsabilité, ces derniers conservaient l'initiative : dans la rue, dans la pensée. De plus, les affrontements ne dépassèrent pas, de loin, une sorte de violence symbolique qui participe bien du souvenir-écran de 68. La meilleure preuve en est la présence d'une foule indécise qui pouvait se permettre de rester là à regarder. On était bien loin de la haine qui souffle dans les rues des quartiers anglais les jours d'émeute, et où les badauds ne se risquent pas ! Quelqu'un a pu très justement faire remarquer, à propos de cette soirée, que c'était bien la première fois qu'il voyait une «émeute» s'arrêter d'elle-même.

L'excitation qui a entouré les événements de décembre 1986, spécialement après le samedi 6, tant à Paris que dans d'autres villes européennes, ne peut se comprendre que comme un fait hallucinatoire social. L'amplification médiatique de la soirée du 6 au quartier Latin y a largement contribué : l'image du retour de 68 a ainsi fait le tour du monde en vingt-quatre heures. On peut simplement comparer l'écho qu'ont eu les incidents relativement mineurs de ce soir-là en Europe avec l'isolement dans lequel sont restées les émeutes répétées des kids anglais, qui eux se sont attaqués à l'ennemi réel. À Francfort, le dimanche 7, quelques centaines de jeunes (sans doute les mêmes qui avaient déjà animé les rues à l'automne 1985) ont semé le désordre en criant «Paris brûle, Francfort s'ennuie». Quand les kids de Tottenham se sont révoltés en octobre 1985, ils n'ont pas rencontré un tel écho et une telle complicité publique en Europe. Pourtant, leurs ennemis étaient les mêmes que ceux des kids de Francfort et de toutes les métropoles européennes. Alors que toute révolte sociale est étouffée par l'isolement, on voit partout des gens s'exciter sur des événements qui, parce qu'ils ont eu lieu à Paris, évoquent immédiatement l'image de la contestation. À Paris même, l'excitation abstraite s'est consommée dans ces gestes qui ont perdu toute réalité : par exemple, cette action dérisoire d'ouvrir la Sorbonne le vendredi 5 au soir et de lancer un appel grandiloquent aux travailleurs, ou le fait, le lendemain soir, de construire des barricades en sachant très bien qu'elles ne seront pas défendues, pour mimer une situation historique passée. De la même façon, l'inflation de papier imprimé déversé dans la manif du 10 sonne faux. C'est bien le mal

français, cette prétention abstraite à la pensée universelle. Dans ce pays, le mot prend la place de la chose.

Au moment même où régnait ce vacarme triomphaliste, des faits étaient là qui le démentaient sans phrases. Toutes les déclarations des activistes parisiens s'effondraient d'elles-mêmes aux yeux de quiconque s'était trouvé le mardi 9 à La Courneuve, lors de la procession funèbre encadrée par les connards de SOS-Racisme et les élus locaux (un jeune Arabe de la cité s'était fait assassiner plusieurs jours avant dans un bar par un flic en civil). L'atmosphère qui régnait-là ne pouvait tromper. De la même façon, tandis qu'un million de personnes sont descendues dans la rue contre la mort d'un étudiant, un malheureux rassemblement oublié de tous avait lieu le mardi 9 pour les victimes des incendies racistes du XXe. Mais tout ceci n'est qu'une conséquence extrême de l'organisation sociale de la «défaillance de la faculté de rencontre» et son remplacement par un fait hallucinatoire : la fausse conscience de la rencontre, «l'illusion de la rencontre». Dans une ville comme Paris où personne ne peut plus être reconnu par les autres, chaque individu devient incapable de reconnaître sa propre réalité. C'est en ce sens que le mouvement étudiant a pu drainer cette foule solitaire du mercredi 10, dans laquelle se trouvaient nombre de gens à la recherche de «quelque chose qu'ils avaient du mal à préciser», pour reprendre les termes d'une pancarte tenue par un manifestant.

La reconnaissance entre les pauvres qui sont sortis de leur réserve à ce moment n'a existé que comme sentiment éphémère et impuissant, et ceux d'entre nous qui se trouvaient alors à Paris se sont tenus à une attitude qui relevait du seul sentiment, de l'émotion. Dans la rue, les mots de bavardage et de rencontre étaient dans toutes les bouches, au moment même où seul l'ennemi avait l'usage de la parole. De la même manière, parmi nous le dialogue construit se révélait défaillant. Nous avons eu alors le grand tort d'alimenter à notre manière le petit marché parisien du commentaire radical, où nous avons su jusque-là nous abstenir de paraître. Si être révolutionnaire, c'est marcher au pas de la réalité, nous avons pris là un sérieux retard : non seulement nous n'avons pas l'initiative de la pensée, mais nous avons cru au contraire que l'ennemi l'avait perdue ! Nous nous sommes ainsi trouvés dans une situation critique, qu'il a bien fallu critiquer. Il nous apparut rapidement que cette défaillance ne relevait pas uniquement d'une erreur d'appréciation des

événements. Cette crise interne s'est caractérisée par un affrontement vigoureux entre deux conceptions de notre activité. Ainsi se trouvaient posés les termes du dépassement de cette part insuffisamment critiquée qui laissait encore place à l'idéalisme subjectif. L'affaire suit son cours. Décembre 1986 a été aussi une réaction confuse au bruit de bottes qui s'amplifiait dans Paris depuis le début de l'année (le slogan «Pasqua terroriste» était un retour à l'envoyeur ! Encore faut-il rappeler que ce flicage avait commencé bien avant, sous le ministre socialiste Joxe, celui-là même qui avait lancé le projet discret mais redoutable de modernisation de la police²). Mais il ne faut pas non plus oublier que ceux qui protestaient vertueusement contre les excès policiers étaient les mêmes qui jetaient des fleurs aux CRS quelques jours avant : les étudiants. Ces salauds veulent empêcher la population de traiter les flics en ennemis, et ils y parviennent dans une certaine mesure —jusqu'à ce que la population les considère à leur tour comme d'autres flics. Les étudiants n'ont par exemple à aucun moment contesté le plan de carte nationale d'identité infalsifiable et informatisable : cela aurait été contester l'autorité de l'État, dans son droit exorbitant de contrôle sur chaque individu, ce qu'on ne saurait attendre d'étudiants. À l'opposé de leurs gémissements, une réaction claire fut l'attaque organisée par les jeunes de La Courneuve le mardi 9 contre deux commissariats, en dehors de la procession funèbre.

2 Jamais l'État n'a entendu gouverner à ce point par la peur. Il est d'ailleurs assez piquant de voir que le ministre de l'Intérieur qui a fait une utilisation sans précédent de la mise en scène terroriste soit lui-même un ancien terroriste ! Ce port répugnant est un ancien responsable du SAC, qui a un jour déclaré bien haut que «contre les subversifs, il faut employer des moyens subversifs» : comme le faisaient alors ses amis du SAC marseillais en 1981, contre les habitants rebelles de La Cayolle et de Bassens (voir «Rapport sur Marseille», *Os Cangaceiros* n°1). Rappelons quand même que les socialistes ont fait de même quand ils détenaient ce ministère, comme on l'a vu avec l'arrestation des Irlandais de Vincennes ou le plasticage du *Rainbow Warrior*. La seule différence entre toutes ces salopes, c'est que Pasqua défend *explicitement* le principe profane de l'État, une police forte dont l'arbitraire tout-puissant ne saurait souffrir aucune restriction. «La démocratie s'arrête là où commence l'intérêt de l'État», peut-il dès lors proclamer. Les étudiants défendaient quant à eux le principe d'un dialogue avec l'État et ceux sur qui s'exerce son autorité !

Une réaction à l'anglaise, sans équivoque. Signalons aussi, à propos des incendies racistes du XXe, que quelques personnes ne se sont pas payées de mots et ont pris une initiative concrète en ouvrant un grand squatt place de La Réunion, où de nombreux rescapés ont pu se reloger sans avoir à quémander auprès de la mairie.

Avec le mouvement de décembre 1986, le système s'est spectaculairement réconcilié avec sa jeunesse. Notons aussi que la prétention des étudiants à jouer le rôle qui est le leur se voit jusque dans leur attitude envers le reste de la jeunesse scolarisée qu'ils avaient conviée à les suivre. Dans la manif du 10, les étudiants en premier, ouvrant la marche, les lycéens derrière et les LEP en queue : voilà pour le prétendu esprit anti-hiérarchique que certains glandus ont cru pouvoir saluer dans ce mouvement. Les étudiants représentent la jeunesse idéale, civilisée et dépourvue de toute haine : le contraire de cette jeunesse innomable qui n'a d'avenir que la prison, la poudre, les TUC, l'usine ou le bureau, et qui constitue encore le pôle négatif de la société spectaculaire. C'est à cette jeunesse qu'il appartiendra tôt ou tard d'enlever l'initiative aux étudiants. Il ne s'agissait donc pas d'étendre le mouvement estudiantin comme le voulaient les activistes parisiens. Au contraire, il est déjà bien plaisant de voir comment les militants de SOS- Racisme se font jeter par bien des jeunes immigrés. «SOS-Racisme, moi je m'en cague, c'est tous des gros pédés !», rage Nourredine, dix-huit ans, qui s'appuie comme cinq de ses copains contre une voiture en ruines dans une cité qui ne l'est pas moins. Deux d'entre eux piquent du nez sous leurs lunettes noires : héroïne, héroïne... «LePen-zobi il vient ici, nous on lui fait niquer sa mère ! On s'en fout, on a tous la carte d'identité ! Tu veux qu'j'te montre mon SOS ? Té, me touche pas mon pote !” Et il écarte sa veste sur la crosse d'un calibre. Ceux-là non plus on ne les fera pas partir... Si on venait les emmerder, ils ne commenceront pas par les meetings...», rapporte un journaliste d'Actuel dans un article sur «Les guerres de Marseille».

Lil n'est pas étonnant de voir se rejoindre le réformisme politique et la néo-culture dans l'idée démocratique pure. Leur essence est commune. La culture a ceci de commun avec la politique qu'elle définit la communication comme partie de la vie sociale, comme activité particulière dans la société. La culture était jadis la communication

des riches, elle est désormais démocratisée dans l'ersatz spectaculaire abondant. Tout comme la politique, elle établit l'illusion d'un dialogue dans un système social fondé sur le déchirement et la guerre de tous contre tous. La culture est censée apporter la preuve que la société est encore humaine. C'est la même conception réformiste de la communication qu'on tente d'imposer au monde, qui se trouve contenue dans la culture comme dans la politique. En 68, le débat fut en partie confisqué par les étudiants qui l'exilèrent dans la sphère de la politique et de la culture : la Sorbonne et l'Odéon. La réalité du débat ouvert alors entre les pauvres sur le monde fut condamnée à rester clandestine. Le racket néo-culturel prit ensuite son essor, et devait prospérer tout particulièrement de 1981 à 1986, sous la gauche. Il reprenait un des slogans les plus débiles de 68, «la culture aux travailleurs». Il fut animé par d'anciens étudiants, militants reconvertis.

La culture comme sphère où pouvait s'exprimer une pensée critique et une recherche d'un style de vie est morte, depuis plus de cinquante ans. On ne peut plus guère parler que de néo-culture, simulacre de communication, pseudo-style de vie. La néo-culture se veut présenter un modèle de communication «plus complet» que la politique, un mode d'aménagement de la vie quotidienne qui découle aussi de cette critique superficielle de la «politique politicienne» —on en a vu un exemple en Italie, après la défaite du mouvement du printemps 1977, avec l'apparition d'un racket politico- culturel. Il suffit d'ailleurs de voir quel désert est devenu Paris, pendant que l'État en faisait une ville néo-culturelle à coup d'installations comme Beaubourg, puis le Zenith, l'Opéra de la Bastille, etc., qui ont eu à chaque fois une influence psychogéographique désastreuse sur les quartiers environnants envahis par la faune de gauche qui y étale son conformisme sans aucune retenue.

Mais la société réelle n'est pas la société civile laïque et démocratique théoriquement au-dessus de l'argent et de tout soupçon, contrairement à ce qu'affirment la bourgeoisie et l'État, relayés en cela par les étudiants, qui voudraient nous faire prendre une abstraction pour la réalité et la réalité pour une fatalité.

LA VIE QUOTIDIENNE EN FRANCE EN 1987

La société existante s'est montrée capable de digérer les révoltes modernes, d'abord par la répression et la récupération combinées, mais surtout par son propre dynamisme auquel elle parvient à intégrer, de gré ou de force, une part toujours croissante de l'énergie individuelle de chaque travailleur. Cette société qui reste toujours fondée sur l'exploitation du travail est en train de transformer le rapport du travailleur à l'argent. Les époques antérieures au XXe avaient vu la bourgeoisie imposer brutalement la nécessité de l'argent aux pauvres, les transformant en salariés. Ils devaient alors travailler pour assurer leur subsistance, sans autre forme de discours. Ensuite, au sortir de la Seconde Guerre, on leur donna assez d'argent pour qu'ils puissent désormais connaître la richesse dans ses formes particulières, les marchandises. Ils se trouvaient ainsi associés au monde de la richesse, du moment qu'on les sollicitait en tant que consommateurs, mais entretenaient toujours un rapport de pauvres avec l'argent où ils perdaient leurs illusions. Le changement qui est en train de se produire est le suivant : la société prétend introduire le principe de l'activité capitaliste chez les pauvres eux-mêmes. Elle se propose de les associer tout simplement à la richesse de l'argent, de la même façon qu'avec la démocratie elle prétend les associer au débat sur le pouvoir.

Il s'agit dès lors de faire en sorte que les salariés soient saisis à leur tour par la fièvre capitaliste, tout au moins qu'ils croient aussi gagner de l'argent. Le cadre est ainsi le prototype moyen de ce changement, puisque la nature même de son travail l'amène à croire qu'il gagne de l'argent : mais il reste un salarié, c'est-à-dire un pauvre. Un pauvre con, puisqu'il se nourrit d'illusions qui le font travailler sans cesse plus dur. «Le capital apparaît de plus en plus comme une puissance sociale dont le cadre est le fonctionnaire»³. L'American Way of Life s'impose comme modèle, non plus dans son décor mais dans son principe. Au rapport passif qu'entretenait le consommateur des 60' avec les marchandises s'ajoute le rapport actif du travailleur motivé pour gagner de l'argent. Pour le pauvre, l'argent a toujours été une nécessité ; pour le bourgeois, l'argent a toujours été une activité. Ce qui était quelque chose de fini pour l'un était

3 *Introduction à la science de la publicité*, J.P. Voyer.

quelque chose d'infini pour l'autre. La société veut à présent tirer un trait d'union entre les deux. L'illusion spécifique engendrée par la société du spectacle consiste à faire apparaître désormais l'argent comme quelque chose d'infini pour le travailleur lui-même. «La contrainte qui s'exerce sur le travailleur salarié et la nécessité qui définit tous ses besoins dans la même limite sont ainsi transfigurés dans le langage de la société.» (Os Cangaceiros n°2.)

L'idéal du capitalisme moderne serait la cadrification générale des travailleurs dans les métropoles. Cette tendance la plus extrême de la société s'incarne parfaitement en France, où les conditions les plus propices se trouvent réunies. C'est le pays du monde dont les travailleurs sont actuellement les plus productifs, les moins grévistes et les moins absentéistes (selon des statistiques récentes du BIT ou des rapports d'industriels japonais qui comptent y investir des capitaux), bref les plus motivés au travail. Les classes moyennes y sont particulièrement importantes, et nulle part ailleurs elles ne font montre d'une telle arrogance. On peut dire aussi que l'illusion de gagner de l'argent y a envahi déjà beaucoup de têtes, dans toutes les catégories sociales. En un mot, c'est un pays américanisé, où la vie est désespérément privée d'esprit au profit du dynamisme de la marchandise qui intègre activement les individus —à cette différence qu'aux USA une notable partie de la population ne participe pas à cette folie et ne cherche pas à s'intégrer à la société civile, ni à s'occuper de la vie politique du pays. Nulle part ailleurs, sinon au Japon, on ne voit l'atomisation et l'isolement à ce point consommés, relayés, par une organisation technique de la solitude. Avec cette différence qu'au Japon, seule compte l'entreprise capitaliste : on ne se soucie pas de donner les apparences de l'humanité à la vie sociale. La France est au contraire le pays où l'on produit et consomme les plus grosses quantités de néo-culture, et où l'on parle le plus de «la communication, marché de la fin du siècle».

Dans le spectacle, la prospérité n'est plus quelque chose de donné, et encore moins de garanti, comme c'était présenté à l'époque des divers «miracles économiques», de l'Italie des 60' au Brésil des 70'. Elle ne peut plus résulter que de l'activité volontaire et soutenue de chacun, qui commande d'en finir une bonne fois pour toutes avec cette résistance passive qui avait toujours existé dans les usines et les bureaux. Désormais,

l'activité frénétique du monde entraîne chacun dans son mouvement, bon gré ou mal gré. Chaque individu est sommé de s'engager dans la course. On pourrait faire une critique de la vie quotidienne rien que sous l'angle de cette circulation effrénée à laquelle se ramène l'existence des gens dans les métropoles capitalistes, à Paris, New York ou Tokyo. Gagner de l'argent est le but suprême que chacun invoque et auquel il doit impérativement tout sacrifier en vertu du principe que s'il y a beaucoup d'appelés, il y aura peu d'élus. Ne pas consentir ce sacrifice, c'est risquer de se retrouver exclu du circuit, autrement dit exclu dans la société, condamné à y survivre en perpétuel état d'exclusion. Cette participation somnambulique au rythme exponentiel de la circulation de l'argent exige en plus l'effort supplémentaire de suivre l'évolution accélérée des techniques, de sorte que le travailleur moderne doit sans cesse gagner sa place («Nous avons vu que les frontières entre travail et formation tendraient à s'estomper : ce qui est certain, c'est que le lieu de travail devra devenir encore plus qu'aujourd'hui un lieu de formation»⁴). Le conformisme affiché des étudiants en décembre 1986 exprimait donc fidèlement la tendance générale de la société : le souci de l'avenir professionnel, d'arracher sa place dans la société au prix d'un âpre labeur, le goût de la réussite, l'intérêt motivé, et par-dessus tout cette anxiété qui ronge en permanence ces petits hommes à l'idée de ne pas y arriver. L'activité sans fin du travailleur moderne va d'ailleurs jusqu'à commander son usure complète : à cette différence d'avec le régime traditionnel de l'usine que cette usure n'est plus subie, elle est intériorisée —les médecins appellent ça «le stress».

Pour réussir à modifier l'attitude des pauvres envers l'argent, la société doit procéder à une remise en valeur du travail sans précédent. Par exemple, un certain type de rapport au travail, qui s'était développé d'abord dans les services (et en particulier dans toutes les petites entreprises liées à la diffusion des techniques nouvelles, à l'audiovisuel, à la néo-culture) s'est ensuite progressivement étendu à l'industrie. Ces relations dans le travail sont basées sur le consensus, l'effort volontaire

4 Tendances lourdes dans l'évolution du travail, par Yves Lasfargue, président du Groupe de stratégie industrielle du Commissariat général au plan sur la diffusion des technologies !

et l'esprit de compétition. Toute la haine des salariés pour leur travail, qui s'exprimait toujours d'une manière ou d'une autre, a disparu de la relation collective à l'entreprise, au patron : elle a été refoulée. On peut même dire que la révolte instinctive qui régnait dans les entreprises s'est trouvée en quelque sorte sublimée dans l'émulation au travail, au nom de la responsabilité individuelle accrue que l'employeur confie à présent à chacun de ses salariés. Ce processus s'est bien sûr développé avec plus de facilité dans les PME, mais il a atteint depuis quelques années toutes les grosses entreprises. Le changement d'ambiance est évident jusque dans des boîtes qui avaient la réputation d'être plutôt agitées. De la sourde hostilité collective envers la direction, on est passé à la dispersion et à l'émiettement, au nom de l'intérêt personnel lui-même identifié à la réussite de l'entreprise. L'individualisation croissante de la société s'est ainsi accompagnée d'un reconditionnement moral qui a permis de résorber la résistance spontanée au travail. L'informatisation, l'automatisation et la robotisation du travail ont accentué cet éclatement, cette atomisation de chaque travailleur dans son rapport à ses conditions d'exploitation et finalement dans son rapport à la nécessité du salaire. On peut noter que les cheminots grévistes, en refusant la nouvelle grille des salaires «au mérite» ont lutté aussi contre ce processus d'individualisation par l'argent.

Le despotisme de l'intérêt privé engendre aussi un paysage de l'isolement. Le pays qui a fondé théoriquement le droit de la propriété privée est celui où chacun vit désormais replié chez soi. Cela fait longtemps déjà que l'idéal moyen le plus répandu en France se résumait dans le petit pavillon de banlieue que l'on aura fait construire à crédit. La réalisation de cet idéal a ainsi produit ces déserts pavillonnaires où règnent l'ennui et le silence en maîtres absolus. La France est devenue un pays aux rues désertes («Une ville est faite de rencontres», prétend impudemment une réclame de la RATP !). Sortis de leur travail, les gens se réfugient dans leur cellule familiale pour n'en plus sortir ; quant à ceux qui se croient autorisés à traîner dans les rues, la police est là pour s'en occuper. Les rues sont faites pour circuler et seulement pour circuler. Sans doute il en va de même dans la plupart des autres pays européens. Mais la France est encore le seul pays où des jeunes se font régulièrement assassiner parce qu'ils font du bruit. Saluons

ici la saine réaction de ces adolescents, habitant malgré eux dans une de ces résidences de la banlieue de Rouen, et qui, pour se venger de l'ambiance lugubre du lieu, entretenue par les habitants adultes qui leur interdisaient jusqu'aux jeux de ballon dans la rue, semèrent la terreur pendant plusieurs mois en y multipliant cambriolages, déprédations, incendies de voitures et menaces de mort (assorties d'extorsion de fonds) dans des lettres signées «la Brigade de la haine»⁵.

Au moment où la séparation entre les individus est plus forte que jamais dans la société, le contrôle de l'État sur ces pauvres créatures atomisées se fait plus omniprésent. L'État est parvenu au sommet de sa toute-puissance technique —c'est le règne de Big Brother, autrement dit la réalisation du monde que Orwell décrivait par avance dans 1984. L'essor de l'informatique et son emprise sur tous les aspects de la vie montre que nous sommes soumis au régime de l'isolation contrôlée. Les ravages commis dans les 60' par la TV sont amplifiés avec la micro-informatique qui permet à chacun de rester chez soi tout en ayant l'illusion de parler à quelqu'un. Rappelons que les Minitel ont été d'abord distribués gratuitement par les PTT ; cela n'est pas sans analogie avec d'autres pays comme la Pologne, où s'il faut faire la queue pour se procurer de la nourriture, par contre toutes les familles polonaises sont pourvues depuis longtemps d'un poste TV afin qu'elles puissent recevoir les

5 «Pour commencer l'année en beauté, la Brigade de la haine vous offre, avec haine, ce feu d'artifice et vous souhaite une année de terreur, de haine et de chaos. Pour 1987, elle exige le retrait pur et simple des systèmes d'alarme et que chaque maison nous satisfasse de par son butin : argent, bijoux, armes de chasse... Le paiement d'un impôt révolutionnaire d'un peuple de gauche et des licenciés de la pétrochimie. Pour ce faire, vous tous, déposerez sous votre boîte à lettres, une enveloppe contenant cinq mille francs en liquide, le 20 avril dernier délai. Nous ramasserons vos contributions à la lutte prolétarienne internationale le soir qui nous plaira, c'est-à-dire n'importe quel jour. Si cela est fait, vous serez à jamais protégés de tout cambriolage. Nous nous attaquerons à d'autres pavillons. Sinon nous ferons exploser une maison au plastic en guise d'avertissement, puis nous passerons aux enlèvements, aux tortures et à l'extermination dans la joie et la bonne humeur des éléments réfractaires. Puis, car les flics ne nous auront jamais car nous avons des indicateurs chez eux, prolétaires de tous les pays, unissez-vous.»

discours officiels. Avec la distribution gratuite des Minitel, il s'agit pour l'État français d'assurer à chacun de ses administrés sa petite branlette télématique.

Tout aspect de la vie se trouve placé, d'une manière ou d'une autre, sous contrôle. Que ce soit pour louer un appartement ou obtenir une «aide sociale», l'individu est tenu de fournir une quantité innombrable de justificatifs. Il vit en fait dans la position d'avoir à tout instant à justifier sa propre existence, aux yeux de ceux qui disposent du pouvoir social et plus couramment encore aux yeux de la police. Celui qui n'est pas répertorié sur un fichier n'existe donc pas, même s'il a de l'argent. Il n'a pas d'existence civile recensée, il n'est donc rien. La mise en place de la nouvelle carte nationale d'identité, avec un répertoire informatisé des empreintes digitales, signifie un bond spectaculaire dans ce fichage (notons d'ailleurs que ce plan n'a pu se mettre en place qu'avec la caution démocratique des salopes de la Commission nationale «Informatique et Liberté», qui ont en particulier donné leur aval à cette mise en fiches sans précédent des empreintes digitales : on voit bien la rationalité ultime du discours démocrate dans cette tartufferie). Jamais l'État n'avait à ce point ouvertement prétendu à ce que rien ni personne ne puisse lui échapper. Les rêves de l'État sont nos cauchemars. Cette prétention au contrôle absolu, que l'État prétend exercer au nom de la société et de tous ceux qui sont acquis à son principe, ne rencontre ici pas la moindre velléité de protestation. Même en RFA, pays jusqu'ici soumis à un quadrillage complet dans la grande tradition du militarisme prussien, on voit surgir un vaste mouvement de révolte contre l'accroissement du contrôle étatique. Le projet de carte d'identité informatisée y suscite déjà une vague de refus, à tel point qu'en certaines provinces les élus de gauche ont été obligés, sous la pression des gens, à annoncer qu'ils refusaient de la délivrer. Plus encore, le recensement —qui accompagne nécessairement la mise en place de ce dispositif— provoque une révolte générale : des agents recenseurs sont agressés, et à deux reprises en mai la ville de Berlin a été le théâtre de violentes émeutes sur cette question. En particulier une tentative de perquisition au siège d'une association qui lutte contre le recensement, dans le quartier de Kreuzberg, a provoqué une vigoureuse riposte des habitants : flics blessés par dizaines, banques et supermarchés

incendiés, etc. En France, l'atomisation est telle qu'il n'y a même pas de résistance au despotisme de l'État, et d'autant moins qu'il se trouve justifié au nom des principes démocratiques.

LA DOMESTICATION INFORMATIQUE

Il y a deux siècles, la bourgeoisie mettait en branle une stratégie sociale improprement connue sous le nom de «révolution industrielle», qui consista à autonomiser la sphère du travail pour la placer au centre de la vie sociale. Le long cycle commencé alors est en train de s'achever : aujourd'hui, le travail s'est emparé de l'ensemble de la vie sociale, et peut virtuellement cesser d'exister en tant que sphère autonome. Tel est le sens de la «nouvelle révolution industrielle» dont on nous rebat les oreilles. Il y a deux siècles, l'implantation des usines avait été le moyen de cette stratégie, aujourd'hui c'est l'informatisation de la société. L'informatique avait d'abord eu comme fonction de rationaliser le contrôle, la gestion et le flicage (et cette fonction s'accroît toujours, évidemment). Aujourd'hui, son rôle s'est étendu : à la fois outil de travail généralisé et marchandise de pointe, le micro-ordinateur permet au travail et à la consommation de se fondre dans une pseudo-activité commune. C'est sur la même machine que l'esclave moderne travaille, programme ses loisirs, fait ses achats à distance⁶. Ce retour apparent au travail domestique qui caractérisait l'ère préindustrielle traduit au contraire que désormais la totalité de la vie sociale a été domestiquée par le travail. Il y a vingt ans déjà, les situationnistes relevaient que «les loisirs travaillent». Mais nul n'aurait alors pu imaginer que ce constat s'appliquerait à des choses aussi simples que le fait d'adresser la parole à un quidam dans un bar, ou d'aborder une inconnue dans la rue. Aujourd'hui que règnent un froid isolement dans les bars et une sourde terreur dans les rues, le Minitel est venu s'imposer

6 Il est désormais techniquement possible de faire en sorte que les pauvres n'aient plus besoin de sortir de chez eux. Notons à ce sujet le devenir commun de l'organisation de l'exploitation et de celle de la répression : l'apparition des prisons modernes avait été contemporaine de la généralisation des usines : aujourd'hui, certains États US en sont à «supprimer» les prisons à leur façon : en fixant aux délinquants un «boulet électronique» qui les confine à leur domicile.

comme la médiation nécessaire aux petits hommes pour échanger des mots toujours plus vides.

Dans le deuxième tiers du XXème siècle, la bourgeoisie avait mis l'abondance marchande à la portée des pauvres, ce qui est là aussi improprement connu comme «deuxième révolution industrielle». Dès lors, le salaire octroyé aux esclaves ne devait plus seulement permettre à ceux-ci de se maintenir en état de survie, mais encore d'acheter toujours plus de marchandises. Aujourd'hui, avec la «troisième révolution industrielle», la même question se pose à propos du temps de travail : le «temps libre» alloué aux esclaves n'a plus seulement pour fonction de permettre la reproduction de leur force de travail, mais surtout de leur laisser le temps nécessaire à la consommation de nouvelles marchandises. Cette question est de plus en plus cruciale, notamment au Japon qui, ayant atteint quasiment la limite de la conquête des marchés étrangers, doit maintenant développer son marché intérieur : les industriels nippons, qui avaient fondé leur prospérité sur la quantité effarante de travail fournie par leurs salariés, se rendent compte aujourd'hui que cette prospérité se verra compromise s'ils ne réduisent pas le temps de travail pour leur permettre de devenir eux aussi des consommateurs à part entière.

Le «temps libre» est désormais totalement colonisé par la logique de la marchandise. Et celle-ci exige de plus en plus que ses esclaves s'y investissent : alors que la TV sécrétait des spectateurs passifs, l'ordinateur est fait pour qu'on le «bidouille» à longueur de temps. Cette nouvelle forme d'activité qui est exigée des pauvres tant dans leur travail que dans leur consommation est dépouillée de toute forme sensible, elle est de plus en plus abstraite. Un dénommé Lasfargue, grand larbin d'État, écrivait récemment que le travail était en voie de devenir «de plus en plus communicationnel et abstrait. Chacun travaillera sur des représentations de la réalité. La secrétaire travaillera sur une représentation de la lettre et non plus sur la lettre. L'ouvrier travaillera sur la représentation sur écran de la pièce usinée, etc. La monnaie électronique (monétique) va dans le même sens».

Le néo-réformisme est l'expression dans la pensée de ce mouvement vers l'abstraction généralisée : de même qu'avec la monétique l'argent se passe de sa forme tangible pour retourner vers sa substance, de même les vieilles barrières politiques s'effacent devant l'essence qui leur est

commune, l'esprit du droit et de la démocratie. Et c'est à la même force sociale qu'il revient de propager l'abstraction : les étudiants dans la pensée, les cadres dans le travail et la consommation (si tous les étudiants ne deviendront pas des cadres, tous les cadres sont d'anciens étudiants). Notons par ailleurs que dans tous ces domaines, la France est devenue le premier pays producteur d'abstraction — elle en exporte même ! C'est le berceau du Minitel, de la carte à puce et de SOS-Racisme.

Le même Lasfargue poursuit : «Une grande partie des individus acceptera cette évolution sans problème particulier. Mais ne risque-t-on pas de créer des «exclus de l'abstraction», c'est-à-dire des personnes ne pouvant, soit par profil personnel soit par culture, supporter l'abstraction généralisée ?» Certes, nombre de gens, dont nous sommes, n'ont pas le «profil» suffisamment bas pour supporter une telle horreur. Mais ce que les Lasfargue tentent ainsi d'exorciser, c'est le négatif qui surgira inmanquablement au cœur même de l'abstraction : là où l'on fait miroiter à des individus toujours plus atomisés une communication inaccessible⁷. Lasfargue signale le point faible de ce nouveau système : «On passera dans les vingt ans, dit-il, de la civilisation de la peine (travaux physiques à effectuer) à la civilisation de la panne, où les principaux travaux seront de surveillance, de maintenance, de diagnostic et de dépannage.» Le risque, poursuit-il, est d'en arriver à la «civilisation» de la catastrophe, économique ou humaine, et il cite à l'appui les précédents de Bhopal et Tchernobyl ! La seule alternative à cet avenir radieux (et irradié) passe inévitablement selon lui par un «traitement social» approprié,

7 Les individus sont toujours plus abstraits dans la société civile, ils savent qu'ils doivent beaucoup travailler pour rejoindre dans une tension inhumaine la courbe d'abstraction du capital. Cette tension *est* leur travail. Leur travail est cette tension. Le cadre ne doit jamais s'arrêter, il a peur du vide. Il est cet individu abstrait qui doit croire pour voir, définitivement solitaire, il n'a plus pour interlocuteur que son supérieur hiérarchique dont il envie les signes extérieurs de richesse et qui n'est le plus souvent qu'un simple ordinateur. Lu dans *Paris-Match*, ce propos d'un Français résidant et travaillant au Japon : «On boit trop, reprend François, c'est le seul moyen de combattre le stress et de régler les problèmes de travail avec son supérieur. Ici, le maître-mot, c'est : communication. Or en japonais, boire se dit «nomu». Cela a produit un nouveau mot très utilisé : «nomunication» !»

permettant la motivation et l'implication des salariés. «Les changements technologiques s'accompagneront obligatoirement de changements dans les rapports sociaux. Sinon ils risquent de provoquer des rejets massifs, et ces rejets seraient dramatiques pour la modernisation de notre pays.» Il précise encore qu'il est «très difficile d'exercer un contrôle hiérarchique sur les opérateurs de machines automatiques». Déjà un nombre croissant de sabotages et de détournements viennent perturber la mise en place de ce dispositif.

Ce n'est pas la moindre ignominie de l'époque que ce tapage incessant, célébrant l'avènement de «l'ère de la communication». On aurait tort cependant de ne voir là qu'une antiphrase : les petits hommes sont effectivement les instruments d'une communication qui leur est totalement extérieure. Voilà qui n'est pas nouveau, mais désormais il suffit de pianoter sur un petit clavier pour voir cette communication s'effectuer —d'où la fascination qu'exercent de tels objets, notamment sur les enfants : ce monde est devenu visiblement magique.

Plus ce monde devient invivable et plus son principe devient connaissable. Le concept de spectacle est encore plus intelligible qu'il y a vingt ans. Ce n'est donc pas seulement parmi ceux qui se trouvent rejetés à la périphérie de la société mais aussi bien parmi ceux qui se trouvent en son centre que pourra être formulé, plus explicitement qu'en 1968, le programme révolutionnaire : instaurer la communication sociale.

La possibilité pour les pauvres d'accéder aux marchandises avait semblé consacrer la victoire du vieux mensonge matérialiste selon lequel la richesse consistait en biens matériels. Mais ce fut en fait sa déroute : l'aspiration des pauvres à la richesse se trouvait toujours aussi contrariée, et leur existence toujours aussi pauvre et décevante. La révolte de 1968 fut à la fois le démenti du mensonge matérialiste sur la richesse et une protestation contre l'ignorance dans laquelle chacun était tenu quant à *la véritable nature de la richesse*.

Depuis, l'ennemi a été contraint de moderniser son mensonge, en même temps que la logique de la marchandise s'intensifiait toujours plus. Le monde se charge ainsi de nous apprendre que la richesse consiste *en une activité* : mais l'esprit de cette activité échappe toujours plus aux

pauvres, il ne leur reste que le travail. Le nouveau mensonge revient à démocratiser l'accès des pauvres à cette activité, c'est-à-dire en fait à les faire travailler toujours plus.

La spiritualité abstraite de la marchandise prétend annexer absolument toute activité à son principe. La vie en est devenue irrespirable sur toute la planète. À force d'être confrontés à cette spiritualité abstraite du monde, les pauvres vont finir par y reconnaître la cause unique de leur misère.

Notes résultant d'un débat collectif.

Mise en forme définitive assurée par Yves Delhoysie et Léopold Roc.

Os Cangaceiros, n°3, juin 1987

Une compilation des revues Os Cangaceiros parues de janvier 1985 à juillet 1987, ainsi qu'une présentation plus détaillée du groupe, sont disponible sur <http://basseintensite.internetdown.org/>

Groupe
ni patrie, ni patron,
ni parti, ni Etat
Tant qu'il le faudra.